Les *Alsaciens-Lorrains romanichels* pendant la Première Guerre mondiale

Un cas d'école?

Patrick Williams

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lhomme/29427>

DOI : 10.4000/lhomme.29427

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 mai 2007

Pagination : 89-95

ISBN : 978-2-7132-2126-2

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Patrick Williams, « Les *Alsaciens-Lorrains romanichels* pendant la Première Guerre mondiale », *L'Homme* [En ligne], 182 | avril-juin 2007, mis en ligne le 01 janvier 2009, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29427> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.29427>

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=LHOM&ID_NUMPUBLIE=LHOM_182&ID_ARTICLE=LHOM_182_0089

Les Alsaciens-Lorrains romanichels pendant la Première Guerre mondiale. Un cas d'école?

par Patrick WILLIAMS

| Éditions de l'EHESS | *L'Homme*

2007/2 - N° 182

ISSN 0439-4216 | ISBN 2-7132-2126-2 | pages 89 à 95

Pour citer cet article :

—Williams P., Les Alsaciens-Lorrains romanichels pendant la Première Guerre mondiale. Un cas d'école?, *L'Homme* 2007/2, N° 182, p. 89-95.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les Alsaciens-Lorrains romanichels pendant la Première Guerre mondiale

Un cas d'école ?

Patrick Williams

EN 1914, dans les semaines qui suivent la déclaration de guerre, l'armée française reprend possession des « territoires annexés » d'Alsace et de Lorraine. L'accueil enthousiaste qu'elle y reçoit de la part de la population n'empêche pas les autorités de prendre leurs précautions. D'une part en évacuant le plus grand nombre possible d'hommes mobilisables « afin de les soustraire à l'incorporation dans l'armée allemande en cas d'une retraite française » (p. 12) et en arrêtant les citoyens accusés d'avoir des sentiments germanophiles, d'autre part en installant, dès le 9 novembre, une *Commission interministérielle des évacués et internés alsaciens-lorrains* qui fait œuvre de classement en instaurant trois catégories parmi les habitants :

- ceux qui sont « suspects » ; ils sont arrêtés et envoyés dans des « dépôts spéciaux » situés dans le Midi, principalement dans l'Ardèche, la Drôme et le Vaucluse ;
- ceux qui ont « une attitude incertaine » et doivent faire l'objet d'une surveillance ; ils se voient attribuer une carte d'identité française dite « carte blanche » ;
- ceux qui montrent des « sentiments francophiles » ; leur carte à eux est tricolore (p. 24).

Parmi les personnes arrêtées, on trouve des « individus ou familles exerçant des professions déterminées (ambulants, forains, romanichels) qui, bien qu'aucune charge spéciale n'existe contre eux, ne pourraient sans inconvénient, dans les circonstances présentes, être autorisés à circuler librement sans surveillance » (circulaire du ministre de l'Intérieur, du 6 décembre 1915). Les forces de police se saisissent de ces familles dans les territoires reconquis, mais aussi, et parfois bien loin de ces provinces, des individus que leur nom ou leur lieu de naissance fait

À propos d'Emmanuel Filhol, *Un camp de concentration français : les Tsiganes alsaciens-lorrains à Crest, 1915-1919*, Presses universitaires de Grenoble, 2004 (« L'empreinte du temps »).

reconnaître comme « Alsaciens-Lorrains romanichels ». Les motifs qui justifient ces arrestations suivies d'incarcération et de déportation sont des plus divers ; Emmanuel Filhol en dresse la liste en dépouillant les « bulletins individuels » et les « ordres de conduites » qui suivent les prisonniers (p. 22) : « par mesure générale », « sans domicile fixe, sans profession », « vol », « étranger résidant dans la zone des armées », « circule la nuit sans autorisation », « allées et venues suspectes dans les lignes françaises », « commerce avec l'ennemi », « défaut de permis de séjour », « défaut de visa du carnet anthropométrique », « infraction à la loi du 16 juillet¹ et défaut de laisser-passer régulier », « de nationalité indéfinie », « sécurité publique », « vagabondage », « indésirable dans la zone des armées », « suspecte d'espionnage », « attentat à la pudeur », « fille de mauvaise vie »... Lorsque la décision est prise, au cours de l'année 1915, de rendre effective la spécialisation des camps, ces familles et individus se voient séparés des autres civils avec qui ils avaient partagé jusque-là l'internement et sont regroupés au « dépôt surveillé des Alsaciens-Lorrains romanichels » de Crest, commune de 5536 habitants, située à vingt-trois kilomètres de Valence, dans la Drôme.

De juillet 1915 à l'été 1919, Emmanuel Filhol compte une moyenne de cent-soixante prisonniers (il y a des transferts, des entrées et des sorties, qui concernent principalement des individus isolés, durant ces quatre années) « dont les femmes et les moins de quinze ans représentent plus des trois-quarts ». Ce n'est en effet qu'après la signature du traité de Versailles, le 28 juin 1919, restituant officiellement l'Alsace et la Lorraine à la France, que le ministère de l'Intérieur met un terme à l'internement des « Alsaciens-Lorrains romanichels » de Crest. L'ouvrage raconte la vie des prisonniers dans cet ancien couvent, fondé en 1609 par l'ordre des Franciscains, attribué par adjudication à la municipalité en 1791, vendu à un particulier puis racheté par les Capucins qui en firent un séminaire ; le gouvernement d'Émile Combes les expulsa en 1903 et les bâtiments furent attribués à la gendarmerie qui y installa des écuries (pp. 41-42). À leur arrivée, les internés reçoivent linge, vêtements, chaussures ; des lits sont prévus pour les vieillards, les femmes et les enfants ; pour les autres, la paille des paillasses doit être renouvelée régulièrement ; le régime alimentaire est réputé « de faveur » avec pain à discrétion, lait en quantité pour les enfants et les malades. Ces dispositions sont bien entendu contrariées avant tout à cause de problèmes d'argent : assurer la nourriture et le seul couchage de tous ces gens coûte cher, d'autant que les bâtiments sont vétustes et que des travaux d'aménagement (liés au chauffage et à l'hygiène avant tout, mais aussi à l'intimité que les familles souhaitent préserver) s'avèrent nécessaires. Les « pensionnaires » ont l'autorisation de sortir du bâtiment mais seulement à des heures déterminées ; « à titre exceptionnel » ils se voient octroyer la permission de travailler au dehors (ce peut être un moyen de rapporter de l'argent ou de la nourriture), mais il leur est interdit d'en profiter pour « fréquenter cafés ou cabarets » et de prendre langue avec des gens de leur

1. Loi du 16 juillet 1912 qui, entre autres mesures de contrôle, instaure le carnet anthropométrique pour les sans-domicile-fixe.

sorte qui seraient de passage dans le bourg. Bien entendu, les intéressés ne respectent pas ces interdictions, ils sont alors punis. Emmanuel Filhol présente les initiatives concernant les enfants (école et catéchisme), il suit les naissances, les maladies et les décès, il recense ce qui participe de la dimension carcérale : les barbelés, les horaires, les corvées obligatoires, les prescriptions et les punitions, la présence des gardes, la surveillance du courrier... Et ce qui témoigne du sentiment d'injustice qui anime les internés et de leur esprit de résistance : les conflits (insultes, bagarres) avec le personnel de surveillance (des gendarmes et des soldats sont affectés à cet office), les doléances adressées par écrit au directeur du camp, les demandes de libération ou de transfert qui sont elles envoyées au préfet, les évasions et, en quelques occasions, les franches rebellions...

Ces suppliques, les rapports rédigés par le personnel de tous échelons, ceux aussi de quelques experts (médecins, officiels mandatés par des organismes nationaux ou internationaux²) en visite dans le camp, ainsi que les correspondances entre les divers responsables administratifs, entre les membres d'une même famille, les uns prisonniers les autres libres³, constituent la principale source d'information pour l'historien. Emmanuel Filhol s'intéresse aussi, notamment à travers les échos qui paraissent dans la presse, au regard que la population locale pose sur ces concitoyens peu ordinaires ; il n'est guère favorable, *Le Crestois* du 23 août 1919 salue leur départ en ces termes : « les hôtes indésirables à l'ancien couvent des capucins ont enfin quitté notre localité ».

Continuités

Plusieurs voies – qui ne s'excluent pas l'une l'autre – s'ouvrent pour inscrire cet événement dans une continuité.

- Celle de l'institution répressive au sein de laquelle très vite « pensionnaires » ou « prisonniers » sont jugés, classés, condamnés au motif premier qu'ils ne respectent pas le règlement interne. Les faits et gestes de la vie quotidienne rapportés par Emmanuel Filhol montrent comment une telle machine une fois lancée peut ne jamais s'arrêter : ceux qui organisent et gèrent l'enfermement produisent des règles que ceux qui sont enfermés ne respectent pas puisqu'ils estiment que leur présence en ce lieu constitue un déni de justice. Cette contestation entraîne alors un renforcement des règles et leur application plus pointilleuse et plus implacable. Les textes (rapports d'activité et rapports d'expertises, demandes de fonds, échanges de nouvelles) rédigés par ceux qui exercent une responsabilité ou une simple fonction dans l'institution sont éloquentes : pour eux jamais le principe de

2. Le 3 avril 1918, le dépôt de Crest reçoit par exemple la visite d'une Commission médicale franco-suisse chargée d'inspecter les camps où sont internés des civils (pp. 147-149).

3. Ces correspondances viennent à la connaissance de l'historien soit directement (elles ont été saisies puis conservées par l'autorité), soit indirectement (par ce qu'en disent dans leurs rapports les surveillants chargés du courrier). Il est émouvant d'y retrouver des tournures qui, encore aujourd'hui, sont caractéristiques de ce qu'on appelle le « français-voyageur ». Par exemple : « on sommes toujours été seule avec ma famille à Viviers et nous aimons pas être avec si temps de monde » (p. 138).

l'enfermement n'est remis en cause, la seule chose qui fasse l'objet d'une discussion est l'application du règlement. Certes, depuis les analyses de Michel Foucault, les travaux « démontant » le fonctionnement de ce type d'institutions se sont multipliés ; il n'en reste pas moins que chaque nouvel exemple, lié à une situation historique spécifique, est riche d'enseignements.

- Celle de l'État français dans sa définition des étrangers et dans le contrôle qu'il prétend exercer à leur égard. On a l'impression que l'assignation et la privation de liberté constituent une permanence alors que la définition s'avère, elle, variable et adaptable aux circonstances ; les autorités la reformulent au cas par cas. Seule constante : la synonymie, explicite ou implicite, entre « étrangers » et « suspects » – les « Alsaciens-Lorrains romanichels » apparaissent comme un cas d'école pour montrer que l'ordre de priorité entre les deux termes est manipulable à loisir. Ils sont, selon les critères que l'administration a édictés, bel et bien français, et en majorité les internés de Crest possèdent une « carte blanche » ; Adèle Winterstein, qui écrit au préfet le 7 septembre 1918 pour attirer son attention sur le sort de sa famille, est, elle, titulaire d'une carte tricolore (pp. 130-131). Qu'à cela ne tienne : il suffit de faire confiance aux vieux préjugés et aux vieilles images. Il est plaisant de constater que la circulaire du ministère de l'Intérieur (citée plus haut) qui, pour cibler cette population, évoque des « professions déterminées » ne décline, à titre d'illustration, qu'une liste de termes dont la caractéristique est justement leur indétermination : ils ne cernent rien de précis, ni activité ni groupe humain (« ambulants », « forains », « romanichels »...).

- Celle de la « persécution des Tsiganes ». C'est cette voie que choisit l'auteur en employant l'expression « camp de concentration » et cette appellation, « Tsiganes » : deux anachronismes.

Certes l'inspecteur de police chargé de la surveillance du « dépôt des Romanichels » parle bien de « camp de concentration » (p. 31), le choix d'Emmanuel Filhol n'est donc pas totalement gratuit ou idéologique ; au sens propre, l'ancien couvent est bien un lieu où ces citoyens français d'un genre suspect sont rassemblés et enfermés – concentrés. Mais l'expression aujourd'hui, d'autant plus si elle est associée à « Tsiganes », renvoie non pas à la Première mais à la Seconde Guerre mondiale et aux camps de la mort nazis. Le dépôt de Crest alors comme une préfiguration ? C'est peut-être la suggestion qui court en filigrane dans le texte d'Emmanuel Filhol. Des arguments existent en faveur d'une telle conception, par exemple le caractère familial de l'internement (que des photographies, reproduites dans l'ouvrage, mettent en scène de manière à la fois théâtrale et émouvante : toutes les générations rassemblées et endimanchées qui prennent la pose comme pour un baptême ou une première communion !) – on sait que certains camps nazis, ou certaines parties de ces camps, à Auschwitz par exemple, réservés aux Tsiganes, étaient appelés en Allemagne « camps de familles »⁴. Mais toute la reconstitution de l'historien montre que le sort des prisonniers de Crest, pour inique et pénible qu'il soit, n'est pas comparable.

Que gagne-t-on en passant des « Alsaciens-Lorrains romanichels », désignation la plus courante dans les textes officiels et la presse de l'époque, aux « Tsiganes alsaciens-lorrains », appellation choisie par l'auteur de ce livre ? L'apparition d'un sujet qui transcende les péripéties de l'histoire ? « Tsiganes » n'apparaît dans aucun des textes contemporains cités concernant ces « Alsaciens-Lorrains » en particulier et les nomades circulant en France en général. Les expressions que l'on rencontre sont les suivantes (je me limite aux citations rapportées dans cet ouvrage) : « romanichels », « bohémiens », « nomades » (ces trois termes avec ou sans majuscule), « vanniers », « étameurs-rémouleurs », « ambulants », « saltimbanques », « forains », « asociaux », « suspects », « étrangers », « Hongrois », « pareilles gens », « autres de même catégorie ». Il y a quelques combinaisons comme « romanichels ambulants », « réfugiés nomades », et des inventions dues à certaines plumes inspirées : « tourbe errante », « peuple néfaste », « parasites outrecuidants », « tribus interlopes »... On le voit, de telles formules en disent plus sur ceux qui les emploient que sur ceux qu'elles désignent. « Tsiganes » permet-il d'échapper à une telle perspective ? Il est la traduction de « Zigeuner », en usage en allemand depuis au moins le XVII^e siècle⁵ ; c'est le terme qu'ont utilisé les bourreaux de la Seconde Guerre. Les documents et les événements rapportés par Emmanuel Filhol indiquent que la population visée constitue bien une catégorie spécifique, et les noms des internés de Crest confirment que la cible a été atteinte : à plusieurs reprises, l'auteur précise « familles manouches, familles yénishes ». Derrière la confusion terminologique, il y a bien une communauté de destins qui dépasse les seuls événements de cette période. Mais « Tsiganes » est-il le meilleur terme pour en rendre compte ? La continuité qu'Emmanuel Filhol cherche à établir en employant « Tsiganes », il me semble (mais c'est peut-être là une vue d'anthropologue) qu'il aurait été plus pertinent de la chercher en s'intéressant à la mémoire et aux traces que cet épisode historique a laissées, et cela aussi bien du côté des victimes que de celui des autorités.

Traces

Du côté des victimes

À partir des noms des familles internées à Crest, il est facile de voir à quels groupes elles appartiennent – nous venons de le dire. Tout comme il est facile de se rendre compte que certains de leurs descendants ont très probablement été à leur tour victimes (enfermés, déportés, tués...) durant la guerre qui est venue après celle-ci. Pour quel motif ? « Alsaciens-Lorrains romanichels » encore ? « Tsiganes » ? Autre chose ?... Proposons que pour les victimes, les débats sur la pertinence de telle ou telle appellation n'ont guère d'importance. Pour elles, la question de la continuité, et de la nature de la continuité, ne se pose pas. Première Guerre, Seconde Guerre... c'est encore une fois tombé sur elles. Fidèlement.

4. Cf. Guenter Lewy, *La Persécution des Tsiganes par les nazis*, trad. de l'anglais par Bernard Frumer, avant-propos par Henriette Asséo, Paris, les Belles Lettres, 2003 : 253-275.

5. Cf. François de Vaux de Foletier, *Mille ans d'histoire des Tsiganes*, Paris, Fayard, 1970 (« Les grandes études historiques ») : 16.

En janvier 2004, a été organisé à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, un colloque intitulé *Mémoire, identité et société : à propos de l'internement des Tsiganes en France (1939-1945)*⁶. Jean-Luc Poueyto y a présenté une communication, accompagnée d'un film, sur « La transmission de la mémoire des camps chez les Manouches de Pau ». Lorsque la question de la responsabilité de l'internement leur est posée, la réponse de ces Manouches ne varie pas : « ce sont les *gadje* qui nous ont mis dans des camps ». L'attitude des familles semble être de ne pas entrer dans l'enchaînement des causes et des effets de l'histoire, de ne pas en cultiver une mémoire qui se présenterait comme un savoir. Édifier un tel savoir, ne serait-ce pas entrer dans les raisons des bourreaux ? Pourtant, durant ce même colloque, la présentation de divers témoignages et enquêtes a montré qu'il existe bien une mémoire de ces événements chez ceux qui en ont été les victimes. Mathieu Pernot a retrouvé des prisonniers du camp de Saliers, en Camargue⁷. Il s'interroge : « comment peut-on raconter l'histoire de ceux qui ne la racontent pas ? »⁸ ; puis en regardant avec eux des photographies du site prises à quarante ans de distance (ce « camp » est devenu une étendue de rizières et de marais qu'aucun panneau ou monument ne signale), ces derniers lui parlent de leur captivité – et leur parole alors peut être terrible de précision. Le film réalisé par Raphaël Pillosio, *Route de Limoges*, montre comment la relation qui se noue aujourd'hui entre deux anciens prisonniers du camp ainsi nommé, à Poitiers, l'une, une femme juive, l'autre, un Manouche, déclenche chez ce dernier la remontée des souvenirs et l'élaboration d'un discours de la mémoire. Mais hors le cadre de telles rencontres et des moments exceptionnels qu'elles génèrent, cette mémoire ne cherche pas à prendre place dans l'espace public. Aux commémorations de l'« internement des Tsiganes », organisées sur les sites d'anciens camps devant des stèles du souvenir édifiées souvent à l'initiative de militants non tsiganes après mille difficultés, les « Tsiganes » ne viennent pas. L'historienne Émilie Capdessus-Lacoste remarque que « parmi les groupes de mémoire du camp de Gurs, le groupe de mémoire tsigane n'existe pas⁹ ». Est-ce à dire que rien ne se transmet ? Je crois qu'il faudrait parler plutôt d'une « incorporation ». Du coup, les péripéties de l'événement semblent disparaître. Mais un tel effacement ne signifie pas que l'événement n'a plus d'existence ; au contraire, il s'inscrit dans le corps des individus et participe à ce sentiment de la continuité qu'ils ont intériorisé : « L'internement n'a pas été relégué dans un passé révolu », remarque Jean-Luc Poueyto.

Du côté des autorités

De ce côté là, il semble que la permanence des brimades s'accommode fort bien de la variabilité des appellations. Celle-ci peut même être invoquée pour, sinon justifier, du moins expliquer l'oubli – et peut-être masquer cette permanence.

6. Colloque organisé par l'INSTEP Aquitaine et le laboratoire « Identités et territoires des élites méridionales » (ITEM) de l'UPPA, les 16 et 17 janvier 2004.

7. Mathieu Pernot, *Un camp pour les Bohémiens : mémoires du camp d'internement pour nomades de Saliers*, Arles, Actes Sud, 2001.

8. Communication « Les mémoires du camp de Saliers », colloque de Pau, 16 janvier 2004.

9. Communication « La mémoire du camp de Gurs », colloque de Pau, 17 janvier 2004.

« Les Tsiganes n'apparaissent pas (sous aucune appellation) dans nos fichiers sur la Première Guerre mondiale », « aucun renseignement n'a pu être retrouvé dans les archives de mon service concernant les Romanichels et le dépôt de Crest », « il n'a pas été retrouvé spécifiquement d'informations sur les Tsiganes entre 1914 et 1918 »... : voici quelques-unes des réponses qu'Emmanuel Filhol reçoit à ses demandes d'informations – celles-là émanent respectivement des Archives nationales, du Service historique de l'Armée de terre, de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (pp. 26-27). Il n'est pas question de voir là un quelconque complot ou une entreprise concertée¹⁰, plutôt une illustration supplémentaire du fait que « ces gens-là » ne comptent pas. L'idée que la connaissance des conditions de l'internement des « Tsiganes » durant l'une ou l'autre guerre mondiale regarde au moins autant l'histoire des États qui l'ont décidé et organisé que celle des communautés concernées n'a pas encore, semble-t-il, fait son chemin¹¹. Emmanuel Filhol ne s'est pas laissé arrêter par cette absence de traces affichée, si l'on peut dire. Des documents existaient et il est allé les chercher, au plus près des événements : dans les liasses non cotées d'archives départementales et municipales, dans les dossiers individuels conservés dans les institutions, dans les listes (de noms mais aussi d'effets, de denrées, etc.) dressées par le personnel de ces mêmes institutions. Il porte ainsi à notre connaissance un événement qui aurait pu, comme cela est probablement arrivé pour d'autres équivalents, on hésite : faut-il écrire « disparaître » ou « ne jamais apparaître » ? Son entreprise mérite d'être saluée.

*Centre national de la recherche scientifique
Laboratoire d'anthropologie urbaine, Ivry-sur-Seine
williams@ivry.cnrs.fr*

MOTS CLÉS/KEYWORDS : Première Guerre mondiale/*First World War* – Tsiganes/*Gypsies* – Alsaciens-Lorrains/*Alsatian and Lorrainians* – camps de concentration/*concentration camps* – persécution/*persecution* – mémoire/*memory*.

10. Le sort des Alsaciens-Lorrains en général, déportés et enfermés entre 1914 et 1918, n'a pas suscité une importante bibliographie. Emmanuel Filhol peut s'appuyer sur : le journal tenu par l'un d'eux, François Laurent ; deux articles, publiés dans des revues régionales, de l'éditeur et préfateur de ce journal, Camille Maire ; l'ouvrage d'un historien de la Première Guerre, Jean-Claude Farcy, *Les Camps de concentration français de la Première Guerre mondiale, 1914-1920*, publié chez Anthropos-Economica, à Paris, en 1995. Il note que l'article consacré à « Une mémoire-frontière : l'Alsace », in Pierre Nora, ed., *Les Lieux de mémoire*, ne « dit pas un mot » (p. 21) de ces événements. Sur la question spécifique des « Alsaciens-Lorrains romanichels », *Études tsiganes* (1999, 13, nouv. sér.) avait publié un article d'Hervé Mauran ; Emmanuel Filhol avait également proposé dans *Études tsiganes* (2004, 18-19, nouv. sér. : *Histoires tsiganes, hommage à François de Vaux de Foletier* : 65-78), l'article « Le prix de la liberté : itinéraire d'une famille tsigane internée dans les camps français durant la Première Guerre mondiale ».

11. Dans cette perspective, signalons l'intéressante contribution d'Henriette Asséo, « La perception des Tsiganes en France et en Allemagne (1870-1930) », in André Gueslin & Dominique Kalifa, eds, *Les Exclus en Europe : 1830-1930*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1999.